	<b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b>
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme	

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
<b>Dénomination</b>
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GEX
<b>SIRET/SIREN</b>
240 100 750
<b>Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)</b>
135 rue de Genève 01170 Gex 04 50 42 65 00 info@paysdegexagglo.fr
<b>Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable</b>
Marie-Claire Billet, Responsable de l'urbanisme Communauté d'Agglomération du Pays de Gex urbanisme@paysdegexagglo.fr
<b>Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)</b>
Ludivine Germain, Urbaniste EPODE Annecy / Chambéry
<b>Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)</b>
l.germain@epode.eu

## 2. Identification du PLU

### 2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLUiH

### 2.2 Intitulé du document

Révision allégée n° 6 du PLUi-H

### 2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

**Date d'approbation initiale** du PLUiH : 27 février 2020

**Depuis plusieurs procédures d'évolutions ont été approuvées :**

- Modification n°1 (27/01/2022),
- Modification n°3 (08/07/2021),
- Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité (09/11/2021),
- Modification simplifiée n°1 (27/01/2022)
- Modification simplifiée n° 2 (26/04/2023).

**D'autres sont en cours :** Modifications n°4-5, Révisions allégées n°1-2-3-4-5.

### 2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

EPCI couvert par le PLUiH :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GEX

### 2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLUiH (matérialiser la localisation sur un document graphique)

**COMMUNE DE PERON – Verger Tiocan – Sud-Est du centre-Bourg**

epoda

LOCALISATION DE L'EVOLUTION PREVUE PAR LE PLUI-H



<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
<b>Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?</b>
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, nom du document et date d'approbation :</b>
SRADDET Auvergne Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
<b>Le territoire est-il couvert par un SCoT ?</b>
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :</b>
SCoT du Pays de Gex approuvé le 19 décembre 2019
<b>Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?</b>
Schéma Régional des Carrières de la Région Rhône-Alpes et du Schéma Départemental des Carrières de l'Ain Plan Climat Air Energies Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du bassin Rhône Méditerranée Corse Plan de Gestion du Risque Inondation du Bassin Méditerranéen
<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
<b>Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration</b>
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale</b>
12 août 2019
<b>Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</b>
<b>Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?</b>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser la date de l'actualisation</b>
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle</b>
Non lié à la procédure en cours

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☒ Oui

☐ Non

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

### Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

- La modification n°3, approuvée le 8 juillet 2021, portant sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation,
- La déclaration de projet n°1, approuvée le 9 septembre 2021, portant sur l'ISDI de Vesancy,
- La mise à jour n°1, approuvée le 2 novembre 2021, portant sur les annexes,
- La modification n°1, approuvée le 15 décembre 2021, portant sur les zones UGm1,
- La modification simplifiée n°1, approuvée le 27 janvier 2022, visant à rectifier une erreur matérielle sur la commune de Péron,
- La mise à jour n°2, approuvée le 13 avril 2022, portant sur les annexes,
- La mise à jour n°3, approuvée le 19 août 2022, portant sur les annexes,
- La modification simplifiée n°2, approuvée le 26 avril 2023, visant à rectifier une erreur matérielle sur la commune de Crozet.

## 4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

### 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

#### Révision allégée n°6

La procédure a pour objet de faire évoluer une zone Ap en zone A afin de permettre la réalisation d'un bâtiment de stockage lié à une exploitation agricole présente de façon historique sur la commune.

Cette procédure est ciblée en lien avec l'article L153-31 2° du code de l'urbanisme puisqu'elle permet de réaliser une réduction une protection édicté raison de la qualité du site. En effet, la zone agricole protégée (AP) identifie les parcelles ayant une qualité agroécologique. Dans notre cas la procédure a pour effet de transformer une zone agricole protégée (AP) en zone Agricole (A) :

« I.-Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

**3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.**

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.»

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Gex, compétent en matière d'urbanisme, conduit la procédure d'évolution du PLUiH afin de permettre la réalisation du projet de bâtiment de stockage pour une exploitation (Verger du Tiocan) déjà implantée sur la commune de Péron. Par délibération en date du 24 mai 2023, Pays de Gex Agglo a lancé la Révision allégée n°6.

## 4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

### 4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

**CA Pays de Gex** : 98257 (INSEE 2019)

**Péron** : 2717 habitants (INSEE 2019)

### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	40 386,9 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	3959,17 ha	9,8 %	3959,17 ha	9,8 %
zones 1 AU	258,97 ha	0,6%	258,97 ha	0,6%
zones 2 AU	48,43 ha	0,1%	48,43 ha	0,1%
zones A	9185,21 ha	22,7%	9185,21 ha	22,7%
zones N	26 935,12 ha	66,7%	26 935,12 ha	66,7%
Total	40386,9 ha	100%	40386,9 ha	100%

### 4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Extrait du PADD (p.8) :

#### 2. Accueillir les salariés travaillant sur le territoire en axant le développement sur les logements abordables

- **Construire environ 12 000 logements à l'horizon 2030 sur une emprise foncière maximum comprise entre 300 à 400ha ;**
  - Réduire le rythme de consommation d'espaces ;
  - Concentrer ce développement résidentiel sur les polarités du Pays de Gex ;
  - Prioriser le développement urbain en renouvellement de l'existant ou en comblement des dents creuses ;
  - Limiter l'urbanisation des bas monts et des hameaux/écarts ;
  - Conserver les structures bâties caractéristiques du Pays de Gex (exemples : Mont Mourex , Vesancy, Villages de la Valserine, certains quartiers pavillonnaires ...) ;
  - Orienter la production vers les produits collectifs et intermédiaires tout en respectant les architectures locales, pour optimiser les ressources :
    - Assurer une densification douce maîtrisée afin que les projets s'intègrent dans le tissu urbain existant ;
    - Promouvoir des formes urbaines innovantes.



### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La procédure de révision allégée n°6 du PLUiH, doit permettre la réalisation d'un projet de bâtiment de stockage agricole d'environ 72 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section ZI n° 6 d'une superficie totale de 22 000 m<sup>2</sup>. Cette parcelle est classée en zone agricole protégée (Ap) et ne permet pas la construction. Aussi, la révision prévoit l'évolution du zonage du Ap vers du A.

#### 4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui :

*Autoriser des constructions agricoles en reclassant des parcelles actuellement en zone Ap en zone A*

☐ Non

#### Si oui, préciser la localisation et la superficie

Le projet prend place sur la parcelle cadastrée section ZI n° 6 d'une superficie totale de 22 000 m<sup>2</sup>. Cette évolution permet la construction d'un bâtiment de stockage agricole de l'ordre de 72 m<sup>2</sup>.

L'évolution du Ap vers A concerne 2,06 ha, la superficie restante de la parcelle restera zonée en zone Np (avec protection zone humide et haie).

**Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques sont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?**

☐ Oui

☒ Non

*Toutefois, une analyse environnementale de ce projet a été réalisée dans le cadre de la procédure de révision allégée, et intégrée au rapport de présentation.*

**Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document**

#### 4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

<b>Si oui, préciser la localisation et la superficie</b>
<b>4.3.4 La procédure a pour objet :</b>
<b>- de créer un espace boisé classé</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser la localisation et la superficie</b>
<b>- de déclasser un espace boisé classé</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser la localisation et la superficie</b>
<b>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser la localisation et les superficies</b>
<b>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser la localisation et les superficies</b>
<b>- de créer de nouvelles protections environnementales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</b>

**- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels**

☒ Oui

☐ Non

**Si oui, préciser les protections et leurs superficies**

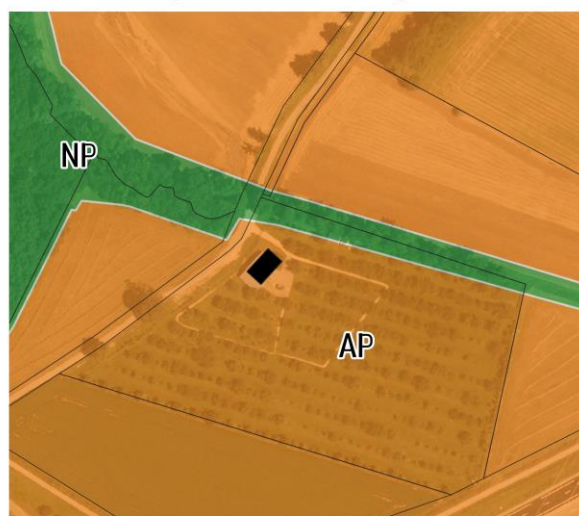
L'évolution du PLU prévoit la modification d'un zonage entraînant la suppression d'une protection édictée au de titre de la qualité du site. En effet, la révision prévoit de supprimer le caractère protégé de la zone Agricole Protégée (Ap) en faveur de la zone Agricole (A) sur environ 2,06 ha.

epod

EVOLUTION REGLEMENT GRAPHIQUE - REVISION ALLEGEE N° 6

A

Zonage avant révision allégée n° 6



*Zonage*

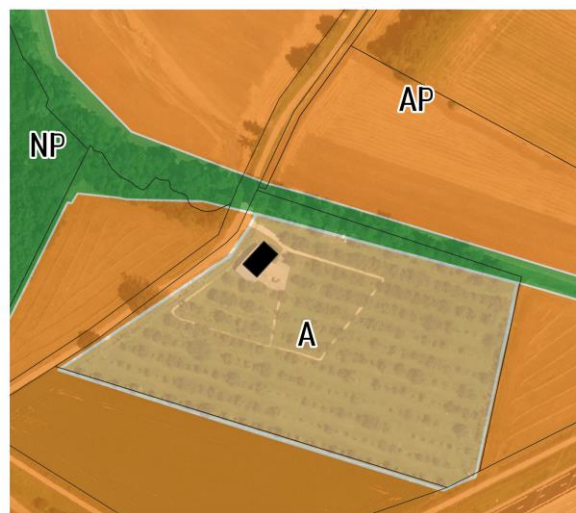
A

Ap

Np

0 100 200 m

Zonage après révision allégée n° 6





5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sur la totalité du territoire communal
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par le site Natura 2000 du « Crêts du Haut-Jura »
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Péron abrite la Réserve Naturelle de la « Haute Chaîne du Haut Jura »
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucun PPRN sur le territoire, toutefois ; le préfet a officiellement porté à la connaissance des maires et du Pays de Gex Agglomération les résultats de l'étude des cours d'eau de la plaine gessienne et de la Valserine, le 7 octobre 2021. Aussi, les décisions en matière d'urbanisme doivent prendre en compte la carte de l'aléa de référence et les principes énoncés dans cette note sur le territoire des 27 communes du Pays de Gex Agglomération.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Site classé ICPE :</b> Entreprise : Jean-Lefebvre Sud-Est Régime : Inconnu Statut : Non Seveso

## Annexe II

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par la présence de zones humides répertoriées, particulièrement le long des cours d'eau
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLUiH du Pays de Gex prévoit une Trame Verte et Bleue. La Commune est concernée par les/le : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réservoirs biologiques qui reprennent les périmètres du site Natura 2000, les ZNIEFF et la Réserve Naturelle</li> <li>• Corridor écologique : Entre la vallée du Rhône et la Chaîne du Jura (de Chevrier/Collonges vers Thoiry)</li> </ul>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 ZNIEFF de type I : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Marais de Greny</li> <li>○ Prairies Sèches de Farges</li> <li>○ Haute chaîne du Jura</li> </ul> </li> <li>• 2 ZNIEFF de type II : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Bas-Mont Gessiens</li> <li>○ Ensemble formé par la Haute Chaîne du Jura, le défilé de Fort-L'Ecluse, l'Etournel et le Vuache</li> </ul> </li> </ul>

Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site NATURA 2000 « Crêt du Haut-Jura » se trouve à environ 2,8 km
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas localisée dans une réserve naturelle. La réserve naturelle Nationale la plus proche (environ 3,9 km) du projet est celle de « Haute Chaîne du Jura »
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une zone humide <u>potentielle</u> concerne directement le site de projet. Sur la partie Nord de la parcelle. L'analyse terrain révélera que le site d'implantation du projet ne présente pas de caractère humide.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En limite du corridor écologique identifié au SRADDET.

## Annexe II

D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le site de projet se trouve à environ :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1,4 km d'une ZNIEFF de type II : Bas-Monts Gessiens</li> <li>• 3,9 km d'une ZNIEFF de type I : Haute Chaîne du Jura</li> </ul>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	



## Annexe II

D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
<b>Si oui, précisez :</b>			

6. Auto-évaluation		
L'auto-évaluation doit <b>identifier</b> les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et <b>expliquer</b> pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.		
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>		
7. Autres procédures consultatives		
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées		
Octobre / Novembre 2023		
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)		
7.3 Procédure de participation du public envisagée		
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
Si oui, préciser lesquelles		
autre, préciser les modalités		
8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concerné par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

## 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

**Veillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent**

Un document annexe est fourni au présent formulaire de cas par cas. Cette annexe présente :

- Les éléments de justification et les évolutions prévues par la procédure de révision du PLU
- L'auto-évaluation des évolutions prévues par la modification (rubrique 6)
- Un atlas cartographique reprenant :
  - L'ensemble des zonages relatifs à la protection de l'environnement (rubrique 5.1)
  - Les documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale (rubrique 2.5)
  - Le zonage avant/après modification (rubrique 2.5)

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Gex	le,	10 août 2023
Nom	DUNAND	Prénom	Patrice
Qualité	Président		

Signature,

